



**SEANCE D'INFORMATION DU CONSEIL DE SECURITE
SUR LA SITUATION EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

DECLARATION DE

**S.E.M. DESIRE WULFRAN IPO
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT
DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE AUPRES DE L'ONU**

A vérifier au prononcé

New York, le 26 juillet 2018

Monsieur le Président,

Ma délégation remercie Madame Leila ZERROUGUI, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République Démocratique du Congo (RDC), Chef de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), pour la qualité de son rapport.

Elle remercie également l'Ambassadeur Mansour AL-OTAIBI, Président du Comité 1533, pour l'excellent travail qu'il accomplit à la tête de cet organe, et Madame Justine Masika BIHANGA, Responsable de l'ONG Synergie des Femmes pour les victimes de violence sexuelle, dont l'exposé nous situe sur l'ampleur de cette question.

Monsieur le Président,

A cinq mois des élections présidentielle, législatives et provinciales en République Démocratique du Congo, ma délégation salue les progrès accomplis par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans la mise en œuvre du processus électoral, notamment :

- la finalisation des listes électorales et leur audit par les experts de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ;
- la promulgation de la loi relative à la répartition des sièges du futur Parlement et de la loi électorale ;
- la fin de la réception des candidatures pour les élections provinciales ; et
- l'ouverture de la période de réception des dossiers de candidature pour les élections présidentielle et législatives.

Mon pays exhorte tous les acteurs politiques congolais à s'inscrire dans cette dynamique positive, en créant les conditions propices à la tenue d'élections apaisées, conformément à la recommandation du communiqué conjoint issu de la rencontre du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, tenue le 19 juillet 2018 à New York.

La Côte d'Ivoire note, en outre, l'engagement des Autorités congolaises à organiser les élections dans les délais requis et à en assurer le financement. Elle les encourage à prendre les mesures appropriées, en vue de garantir la disponibilité des ressources nécessaires afin d'éviter les retards susceptibles de compromettre la bonne exécution du calendrier électoral.

Monsieur le Président,

En dépit de la dynamique positive observée dans la mise en œuvre du calendrier électoral, ma délégation reste préoccupée par la situation sociopolitique et sécuritaire en République Démocratique du Congo.

S'agissant de la situation sociopolitique, au moment où s'ouvre la période de dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle, étape importante du processus électoral, ma délégation exhorte les Autorités congolaises à lever l'interdiction des manifestations publiques, et à créer les conditions politiques favorables à l'expression des libertés fondamentales individuelles et collectives.

Cette recommandation se justifie par le fait qu'aucun incident n'a été enregistré lors des rassemblements publics organisés par des groupes politiques.

La Côte d'Ivoire note, par ailleurs, la persistance de quelques points de divergence entre les parties prenantes congolaises, notamment le rejet de l'utilisation de la machine à voter et des conclusions de l'audit du fichier électoral, par des partis politiques et des organisations de la société civile.

A cet égard, elle encourage vivement les Autorités congolaises, tous les acteurs politiques et les organisations de la société civile concernées, à rechercher ensemble des compromis satisfaisants, afin de tenir des élections crédibles et apaisées le 23 décembre 2018, comme prévu.

Monsieur le Président,

Sur le plan sécuritaire, la détérioration de la situation liée aux activités des groupes armés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, et ses effets néfastes sur les populations civiles, notamment la dégradation de la situation humanitaire, demeure une source de préoccupation pour ma délégation.

Dans ce contexte, elle apprécie les efforts déployés par les Forces armées congolaises et la MONUSCO, en vue de répondre aux menaces que représentent les groupes armés. Aussi encourage-t-elle ces Forces à renforcer davantage leurs opérations conjointes pour la stabilisation des provinces affectées par l'insécurité.

Ma délégation note, également, avec satisfaction l'engagement pris par les bailleurs de fonds, lors de la Conférence internationale humanitaire, tenue le 13 avril 2018 à Genève, à verser la somme de 528 millions de dollars, en soutien à l'action humanitaire en RDC.

Monsieur le Président,

Ma délégation salue l'engagement de la MONUSCO qui, en coopération avec les Autorités de la République Démocratique du Congo, apporte son appui technique à la CENI et contribue, grâce à ses bons offices, à faire baisser les tensions intercommunautaires dans les localités en proie aux violences.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire appelle les Organisations sous-régionales, régionales et internationales, notamment la SADC, la CEEAC, la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, l'Union Africaine, l'Union Européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie et les Nations Unies, à une synergie d'actions, dans le cadre de leurs appuis à la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre 2016.

Je vous remercie.